

JOURNALISTES EN EXIL

La halte balbrynienne

La petite maison de la rue de l'Étoile est devenue un lieu singulier. Ses habitants n'y parlent pas la même langue et ils n'ont pas tous la même histoire. Mais ils y partagent pourtant la même souffrance, celle d'un exil forcé, parfois précipité, celle de l'intolérable attente d'un droit d'asile que pourrait leur apporter la France et qui leur permettrait de se reconstruire un avenir. Et toujours la même passion d'informer.

Émanation de l'association Reporter sans frontières (RSF), la Maison des journalistes est née le 3 mai 2002, de la volonté d'accueillir ces journalistes proscrits, sans refuge, et sans possibilité de travailler tant que le statut d'exilé politique ne leur est pas accordé. «Nous avons longuement cherché un lieu dans Paris», explique Philippe Spinau, directeur de la Maison des journalistes. Mais il est difficile de

Ils ont été contraints de fuir leur pays parce qu'ils étaient journalistes. Pendant quelques mois, ils font halte à la Maison des journalistes à l'Étoile. Rencontres.

l'incertitude, l'angoisse : une souffrance que chacun souligne. «Ici j'ai l'impression de ne plus être utile à rien, confie Freddy. J'ai commencé une carrière plutôt passionnante, et puis il faut tout reprendre à zéro.» «On se sent un sous-homme, dit, quant à lui, Brahim. Nous sommes là physiquement, mais légalement

nous n'existons pas. Nous sommes en marge.» Pour la plupart, ils ont aussi laissé une femme ou un mari, des enfants... En attendant, les journalistes ne restent pas inactifs. Ils ont même créé leur journal, «l'Œil de l'exilé», avec l'aide d'une formatrice du Centre de formation des journalistes. «Dans chaque pays, on enquête, on écrit de façon particulière : c'est une manière d'apprendre la pratique de ce métier en France», commente Philippe Spinau.



38. Maison des journalistes : onze reporters en exil
Stéphane Pariysky
Bonjour Bobigny
24-30 avril, 2003

de la maison des journalistes. Mais il est difficile de vaincre les réticences. Sans parler du montant des loyers. «C'est ici, à Bobigny, qu'un monsieur a accepté de nous louer un petit pavillon qui correspond bien à ce que nous voulions faire.» Pas question en effet d'ouvrir un foyer, à la promiscuité pesante et au bruit incessant : la Maison des journalistes doit être ce lieu ouvert, et en même temps «ce cocon» où chacun, à défaut d'y reconstruire sa vie, peut souffler. Dans la salle commune, entre bibliothèque, ordinateur

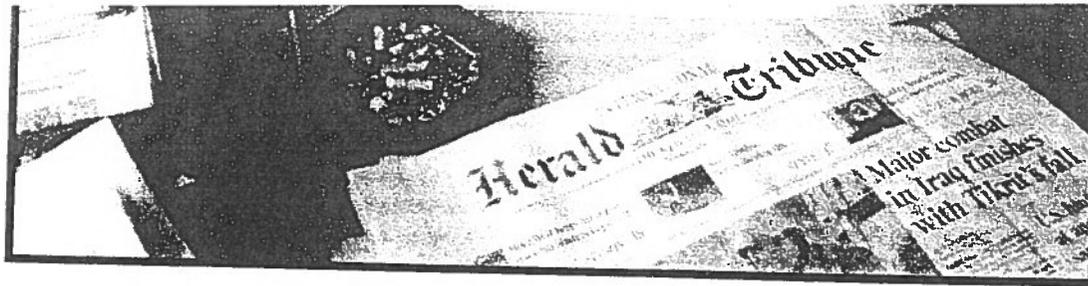


PHOTO : SERGE BARRE

et téléviseur, les journalistes se retrouvent parfois jusque fort tard. «Un espace de dialogue et de confrontation des idées, dans le respect de chacun, et en même temps un lieu de convivialité», explique Franck, l'un de ses résidents. Sur la porte des chambres, le

nom de chaque journaliste est suivi du nom des médias français qui les parrainent. «J'étais à mille lieux d'imaginer cet accueil, ce réconfort, moi qui avait l'image d'une France un peu complice des régimes qui nous ont inquiétés», poursuit-il. Les journalistes en résidence

restent ici six mois. Le temps d'une pause. Le temps parfois d'obtenir le précieux statut de réfugié. «Les journalistes qui sont ici ne dorment que très peu, dit Philippe Spinau. C'est une immense inquiétude.» Sans le sésame, impossible de repenser son avenir. L'attente,

en France», commente Philippe Spinau.

Cette maison, unique au monde, pourrait bien essayer. Un réseau européen est en train de se monter : la Grande-Bretagne, l'Autriche ou l'Espagne regardent cette expérience avec intérêt. Et en

France, la Maison des journalistes se prépare à s'agrandir. D'ici l'été, une nouvelle maison ouvrira, dans Paris cette fois, qui permettra de multiplier par trois la capacité d'accueil pour répondre aux très nombreux besoins. ■

STÉPHANE PARIYSKY

**LA SEMAINE PROCHAINE
LE NUMÉRO DE BONJOUR BOBIGNY SERA RÉALISÉ
PAR LES REPORTERS DE LA MAISON DES JOURNALISTES.**

SEMAINE DU 24 AU 30 AVRIL 2003

Portraits

D'Amérique...

YOEL, DE CUBA travaillait, comme journaliste indépendant, pour une radio et un site Internet «exilés» en Floride. Arrêté à plusieurs reprises, frappé, victime de



pressions, sur lui et ses proches, il continue pourtant son activité en dénonçant notamment la situation dramatique des prisonniers victimes de «traitements inhumains». «Il devenait évident qu'ils allaient m'appliquer la directive 88, qui permet d'emprisonner les gens qui ne suivent pas les consignes», explique Yoel, qui décide de quitter Cuba. «Par désespoir. Je ne savais pas où aller, j'ai pris un vol pour Kiev et j'ai profité de l'escale à Paris.» Yoel est détenu au centre de rétention de Roissy, d'où il sort le 1^{er} janvier 2003 grâce notamment à une intervention du ministère de l'Intérieur. Il reste optimiste sur son retour au pays : «Le régime castriste a 43 ans, l'opposition existe et croît rapidement.»

... D'Afrique

FRANCK DU TOGO était correspondant de l'AFP à Lomé. Et il raconte ses fréquentes convocations dans le bureau

S. DU CONGO travaillait au service politique de l'agence nationale d'information. Elle s'occupait notamment de la communication dans le domaine de la santé. En 1997, la guerre civile éclate : elle fera 10 000 morts... «officiellement». S. aide à organiser la collecte du sang pour les victimes du conflit. Sa mère est tuée, quatre de ses cousins également.



En 1998, le nouveau pouvoir s'installe et reproche à S. d'avoir soigné des soldats, et de cacher des documents dans son bureau... qui a été entièrement détruit. Et puis il y a l'indicible violence subit à deux reprises, que S. n'évoque qu'à mi-mot. L'une de ses collègues est alors assassinée, et dans la précipitation, elle réussit à prendre un avion, pour la France, avec l'un de ses enfants.

JEAN-NOËL DU CAMEROUN, était photographe dans un journal privé. Début 2000, des groupes de pilleurs sévissent à Yaoundé et à Douala, et le pouvoir décrète un état d'urgence. «Au début, tout s'est bien passé.» Jusqu'au jour de février 2001, où neuf jeunes sont arrêtés et disparaissent. Des marches sont organi-



vue. D'autant que fin 2000, Freddy crée avec des confrères l'association «Presse libre», dont il devient président. Il s'agit tout à la fois de défendre les droits syndicaux, et de dénoncer les violations au droit d'expression (l'association décerne chaque année, non sans humour, les «ciseaux d'or» aux plus grands censeurs du pays). Interpellations, coups de fil, menaces... Un classique des dictatures. Le 13 avril, lorsqu'il dénonce encore, lors d'un colloque, les violations aux droits de l'homme, cet «incorrigible récidiviste» est considéré par le pouvoir comme le complice de la guérilla. Il est emprisonné en «centre de rééducation», mais il parvient à s'évader et à traverser le fleuve qui sépare la RDC du Congo. Il réussit à gagner la France le 16 juin dernier.

LÉON DE RDC est journaliste au quotidien «le Soft». Il publie un article sur des détournements de fonds par des officiers supérieurs : «Cela m'a valu deux semaines de prison.» Deux mois plus tard, alors que la guerre civile est aux portes de la capitale, un simple titre



«dans l'équipe.» Il n'en dira pas plus, «ma famille est encore sur place.» Une immense carte du Tchad est épinglée dans sa chambre de la Maison des journalistes. «C'est un pays magnifique, avec des possibilités immenses.» Mais les guerres qui se succèdent depuis 1965, le pillage des ressources, le néocolonialisme l'ont rendu exsangue. Menacé, il quitte son pays fin 2001.

MOHAMMED D'ALGÉRIE a travaillé dans de nombreux titres de la presse écrite algérienne. Dans les pires moments du terrorisme, il figure sur la «liste noire», et il reçoit des menaces de mort.

Comme beaucoup de ses confrères, il mène un combat contre les groupes islamistes qui ensanglantent le pays – une centaine de journalistes l'ont payé de leur vie. «Nous avons fait le choix de soutenir l'État dans sa lutte contre le terrorisme, dit-il. Nous avons vécu l'horreur, la peur constante pour nos enfants, nos familles.» Un matin, une visite à son domicile. «Je n'étais pas là, ils ont dit à ma femme et à mes enfants qu'ils reviendraient.» La fuite est son dernier espoir.

...D'Europe

VITALI DE BIÉLORUSSIE décrit son pays comme «le paillason de la Russie». Un président po-

...D'Asie

SANNY DU BÉNGLADESH travaillait

pour la seule télévision privée, qui, selon l'opposition, privilégie le pouvoir en place. Et lorsqu'en 2001 la ligue Awani-



perd les élections, le nouveau régime s'en prend directement à ce média. A Sanny d'abord, qui a couvert des assassinats politiques compromettants, ou encore des massacres dans la communauté indienne du sud du pays. «On m'a menacé plusieurs fois par téléphone.» L'un de ses amis est assassiné, et un mandat d'arrêt est bientôt lancé contre lui. «Mes responsables m'ont conseillé de partir, et l'ambassade de France m'a aidé : j'ai quitté le Bangladesh très rapidement.» Depuis, la chaîne pour laquelle travaillait Sanny a été fermée.

THINN DE BIRMANIE a travaillé pour plusieurs organisations politiques. Attachée de presse,

journaliste, elle connaît la prison. Tout comme son oncle, journaliste très connu, emprisonné depuis 1989 pour

une campagne qu'il a menée

... D'Afrique

FRANCK DU TOGO était correspondant de l'AFP à Lomé. Et il raconte ses fréquentes convocations dans le bureau du général président Eyadéma, qui admoneste personnellement les journalistes à chaque fois qu'un article lui a déplu. Il faut taire les blessés, la répression policière qui suit chaque manifestation de l'opposition. «Beaucoup de journalistes sont régulièrement



PHOTOS: SERGE BARTHE

emprisonnés pour diffamation ou trouble à l'ordre public.» L'histoire se précipite lorsque le Premier ministre, jusque là dauphin officiel, prend la fuite en dénonçant les atteintes aux droits de l'homme. «J'ai été considéré comme l'un de ses complices.» Domicile surveillé, Franck réussit à fuir pour le Ghana voisin, puis pour la France, avec l'aide du journal «Témoignage chrétien» qui lui propose un stage.

bien passé.» Jusqu'au jour de février 2001, où neuf jeunes sont arrêtés et disparaissent.

Des marches sont organisées par la population, pour exiger la vérité. Ces manifestations, Jean-Noël va les couvrir. Mais



ses images «donnent une vision négative du pays», estime-t-on. Coups de fil anonymes, filatures, menaces, passage à tabac en pleine rue... Jean-Noël profite d'un visa pour Beyrouth, où il doit couvrir une conférence internationale, pour quitter le Cameroun. Il connaît ici la galère des «sans-droits», les foyers d'urgence, les soupes populaires... avant de rencontrer RSF.

FREDDY DE RDC* avait commencé une carrière prometteuse dans la presse écrite et la télévision. Mais dans ce pays, où «tous ceux qui exercent cette profession ont été arrêtés au moins une fois», il est régulièrement gardé à

que la guerre civile est aux portes de la capitale, un simple titre, «Apocalypse à Kinshasa», déclenche la colère du pouvoir qui accuse la rédaction d'incitation à la rébellion. «Toute la rédaction a été embarquée, le matériel et les archives confisqués.» C'est cette histoire que Léon raconte sur l'antenne de RFI** : il est venu quelques jours à Paris pour recevoir un prix décerné pour son travail par la radio et RSF. Dès le lendemain, son domicile est visité. Prévenu par des amis, Léon décide de ne pas regagner la RDC.

BRAHIM DU TCHAD était journaliste à Ndjamena. Avec plusieurs de ses confrères, il découvre



les liens étroits qui unissent son journal au pouvoir en place. «A partir de là a commencé une scission



...D'Europe

VITALI DE BIÉLORUSSIE décrit son pays comme «le paillason de la Russie». Un président populiste, une petite caste qui confis que les richesses... Membre d'un parti d'opposition, Vitali travaille pour un hebdomadaire qui dénonce notamment, preuves à l'appui, des détournements de fonds lors de vente d'armes. En septembre 2001, il couvre les élections présidentielles, et dès le lendemain les règlements de compte commentent : le rédacteur en chef de Vitali est emprisonné et condamné aux travaux forcés. Lui-même est cité à comparaître. «Ils pouvaient m'envoyer en prison pour deux ans moi aussi, ça ne rigole pas là-bas. Je n'en pouvais plus...»



liste très connu, emprisonné depuis 1989 pour

une campagne qu'il a menée contre les atteintes aux droits de l'homme. «Entre trente et trente-cinq journalistes sont emprisonnés à Insein Jail», un pénitencier qui s'est fait une spécialité de l'accueil des écrivains et journalistes. «Le pays vit sous le contrôle total de la junte militaire, qui confisque toutes les richesses. Il y a beaucoup de pauvreté.» Quarante-cinq jours : c'est le temps que mettra Thinn pour fuir son pays, en se cachant de village en village. Arrivée en Thaïlande, elle prend contact avec des amis français de son père, et attend depuis que son mari et son fils puissent la rejoindre. **S.P.**

***RDC** : LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO, PARFOIS NOMMÉE CONGO-KINSHASA (PAR OPPOSITION AU CONGO-BRAZAVILLE, DU NOM DES DEUX CAPITALES), EST LE NOM OFFICIEL PRIS PAR L'EX ZAÏRE APRÈS LA CHUTE DU DICTATEUR MOBUTU.

****RFI** : RADIO FRANCE INTERNATIONALE, L'UNE DES RADIOS LES PLUS ÉCOUTÉES EN AFRIQUE FRANCOPHONE.